

KAGAMÉ L'HOMME DE FER *Un entretien avec le président rwandais*

JEUNE AFRIQUE

HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL INDÉPENDANT • 55^e année • n° 2829 • du 29 mars au 4 avril 2015

jeuneafrique.com

SÉNÉGAL
JUSQU'OUÛ IRA
L'AFFAIRE
KARIM WADE ?

MAROC
AU ROYAUME
DES STATISTIQUES

DOSSIER
AGRICULTURE
Spécial 12 pages

TUNISIE

Béji Caïd Essebsi

« Unis, nous pouvons faire des miracles »

Terrorisme, Ennahdha, UGTT, France, relance économique...
Une **interview exclusive** du chef de l'État.

M 01936 - 2829 - F: 3,50 €



ÉDITION INTERNATIONALE ET MAGHREB & MOYEN-ORIENT

France 3,50 € • Algérie 200 DA • Allemagne 4,50 € • Autriche 4,50 € • Belgique 3,50 € • Canada 5,95 \$ CAN • Danemark 35 DKK • DOM 4 €
Espagne 4 € • Éthiopie 65 birrs • Finlande 4,50 € • Grèce 4,50 € • Italie 4 € • Maroc 23 DH • Mauritanie 1100 MRO • Norvège 45 NK • Pays-Bas 4 €
Portugal cont. 4 € • RD Congo 5,50 \$ US • Royaume-Uni 3,50 £ • Suisse 6 FS • Tunisie 3,30 DT • USA 6,50 \$ US • Zone CFA 1700 F CFA • ISSN 1950-1285

RWANDA

Paul Kagamé

« Nul ne peut nous dicter notre conduite »

La campagne pour sa réélection a déjà commencé. Et le chef de l'État n'entend pas recevoir de leçons de l'étranger quant à une éventuelle révision de la Constitution. **Pour lui, les choses sont claires: « 2017, c'est l'affaire du peuple. »** Entretien.

VINCENT FOURNIER/LA

Une paysanne fait savoir publiquement qu'elle se suicidera s'il ne se représente pas, un homme d'affaires annonce qu'il partira en exil, des militaires menacent de désertir, et les tribunes en faveur de son maintien au pouvoir se multiplient sur les radios et dans les journaux en kinyarwanda: pas de doute, la campagne pour la réélection de Paul Kagamé en 2017 a commencé.

Le plus étonnant, pour l'observateur habitué à voir ce genre d'opération orchestrée et manipulée sous d'autres cieux, c'est qu'elle n'est pas feinte. Le « désir de Kagamé » est ici réel, et peu importe s'il faut pour l'assouvir réviser une Constitution qui, pour l'instant, interdit au président sortant

Propos recueillis à Kigali par

FRANÇOIS SOUDAN

de solliciter un troisième mandat. Motifs: le bilan économique et social incontestablement positif de celui qui tient les rênes d'une main de fer depuis quinze ans, mais aussi et surtout la peur du vide dans un pays encore traumatisé par le souvenir du génocide.

ASSURANCE-VIE. Rarement l'écart entre ce qui se dit et s'écrit à l'étranger sur le régime rwandais et la perception qu'en a la majorité des habitants de ce pays aura semblé aussi béant. Le déficit de libertés politiques et civiles pointé par nombre d'ONG et les procès d'opposants passent presque inaperçus aux yeux de ceux dont la priorité absolue est l'accès à l'alimentation, aux soins et à l'école, soit 90 % des 11 millions de Rwandais - Hutus



et Tutsis confondus. Pour eux, Kagamé est une assurance-vie synonyme d'ordre et de progrès, et ils sont nombreux à penser que le départ du « Lee Kuan Yew rwandais » ouvrirait la voie à une nouvelle saison de machettes.

Autant dire que si contestation il y a face à la quasi-certitude que cet homme de 57 ans sollicite un nouveau mandat dans un peu plus de deux ans, elle viendra avant tout de l'extérieur et glissera sur les flancs des mille collines comme l'eau sur les plumes d'un héron de l'Akagera. « L'étranger ne voit que ce qu'il sait déjà », dit un proverbe rwandais. Et à Kigali, capitale aseptisée et sécurisée d'un pays géré comme une *kaisha* japonaise, nul n' imagine Paul Kagamé en *gentleman-farmer* dans son ranch du lac Muhazi...

▲ **Urugwiro Village, Kigali, le 23 mars.**

Le « Lee Kuan Yew rwandais » tient son pays d'une main de fer depuis quinze ans.

JEUNE AFRIQUE: Le 7 avril, le Rwanda commémorera le 21^e anniversaire du génocide de 1994. Comment concilier ce rituel obligé avec la nécessité de présenter un autre visage : celui d'un pays en voie de réconciliation avec lui-même et en plein développement économique et social ?

PAUL KAGAMÉ: Ces deux options ne sont pas contradictoires, elles sont complémentaires. L'une concerne l'histoire et la mémoire collectives du Rwanda, l'obligation de rendre hommage aux victimes de cette tragédie. L'autre est ce que nous vivons au quotidien et qui raconte une autre histoire intimement mêlée à la précédente. Au cœur des deux, il y a notre peuple, ses souffrances, sa résilience et ses succès.

Le débat sur la révision de la Constitution est désormais ouvert et public au Rwanda. Particulièrement à propos de l'article 101, qui en l'état actuel limite à deux les mandats présidentiels, ce qui exclut votre candidature en 2017. Vous dites ne pas être concerné et pourtant, comme vous le savez, tout tourne autour d'une unique personne : vous.

C'est exact. Mais ce qui est à la fois intéressant, significatif et finalement gênant, c'est que ce débat sur 2017 n'a pas été lancé par les Rwandais. Depuis trois ou quatre ans, des médias, des chancelleries, des ONG étrangères donnent la fâcheuse impression d'être obsédés par cette question, comme si les affaires intérieures de ce pays les concernaient plus que la population elle-même. Maintenant, c'est vrai, le temps est venu pour nous de débattre, démocratiquement, sereinement et en toute indépendance. Les conclusions en seront tirées par les Rwandais et par eux seuls. Nous n'avons pas la prétention de dire qui doit diriger la France ou les États-Unis ; la réciproque doit être vraie.

Est-ce là votre réponse à ceux qui, comme le président François Hollande ou le secrétaire d'État John Kerry, demandent aux chefs d'État africains de ne pas modifier leur Constitution pour se faire réélire ?

Absolument. D'ailleurs, nous ne nous sentons pas visés par ce genre de leçons. Il va de soi que nul ne peut nous dicter notre conduite.

Si beaucoup de Rwandais vous demandent de vous représenter en 2017, n'est-ce pas aussi un constat d'échec de votre part ? Pourquoi n'avez-vous pas pu, ou voulu, laisser émerger un successeur crédible ?

J'ai du mal à vous suivre : ce que vous préconisez là est tout simplement antidémocratique. Où avez-vous vu, en démocratie, un président élever, fabriquer puis imposer un successeur ? Cela n'est valable que pour les monarchies ou les dictatures. Le Rwanda n'est ni l'une ni l'autre. Ce n'est pas à moi de décider qui sera mon successeur, c'est au peuple de le choisir. Pour le reste, on ne peut pas à la fois nous sommer de nous conformer aux standards démocratiques et nous reprocher de ne pas les violer. C'est absurde.

Pour la plupart des observateurs, le programme est le suivant : le Parlement va abroger l'article 101, puis les Rwandais se prononceront par référendum. Est-ce exact ?

Je n'en ai aucune idée, et vous vous adressez à la mauvaise personne. 2017, je le répète, c'est l'affaire du peuple.

À un moment, cela deviendra la vôtre. Il faudra bien que vous choisissiez.

Oui. Mais ce moment n'est pas encore venu et d'autres facteurs entreront nécessairement en



▲ Avec Nicolas Sarkozy, à Kigali, en février 2010.

ligne de compte. Mon épouse et mes enfants, par exemple, souhaitent que je me rapproche d'eux. Ils estiment que ce job a quelque chose de dévorant et qu'il serait temps pour moi de rentrer à la maison. Je ne leur donne pas tort, d'autant que, si cela ne dépendait que de moi, ma vie aurait pris un tout autre chemin que celui qui m'a mené ici. Mais l'Histoire et les circonstances ont voulu que mon existence ne soit pas confinée à ma seule famille. Il est des exigences devant lesquelles on ne peut pas, on ne doit pas se dérober.

Si votre décision est de vous représenter, vous savez très bien ce que vos opposants, mais aussi toute une partie de la communauté internationale, diront. Que tout ce débat était fabriqué, orchestré et que vous n'avez jamais eu l'intention de quitter le pouvoir...

Que ma décision soit celle-là ou l'inverse, cela ne changera rien. Ceux qui pensent avoir reçu mandat pour gérer le Rwanda à la place des Rwandais ont depuis longtemps fabriqué leur propre histoire et élaboré leur propre scénario. Imaginez que je décide de ne pas concourir en 2017 : on dira que le peuple me rejette, que la situation n'était plus tenable, que j'ai fui, que j'ai eu peur, que sais-je encore. Imaginez que je me représente : ce sera la preuve que je suis un autocrate. Dans un cas comme dans l'autre, les fictions élaborées à l'extérieur sont et seront toujours négatives. Mais ces



REMY DE LA MAUVINIÈRE/AP

fiction ne comptent pas. Ce qui importe pour les Rwandais, c'est le progrès, la qualité de leur vie et de la gouvernance, la vision dont leurs dirigeants sont capables. Tout le reste est trivial.

Interrogé il y a quelques mois par la revue *Foreign Affairs* sur l'éventualité d'un changement de la Constitution au Rwanda, le milliardaire philanthrope Mo Ibrahim a répondu ceci: « Kagamé est vraiment parvenu à faire émerger et à développer son pays. Les gens l'admirent pour cela. Ce devrait être son héritage, et j'espère qu'il prendra la bonne décision. » Que voulait-il dire par là, selon vous ?

La bonne décision dépendra du contexte et elle ne sera pas obligatoirement conforme à ce que Mo Ibrahim a en tête. Mo a beaucoup de qualités, mais il n'est pas rwandais et je ne suis pas candidat à un prix que l'on ne décerne qu'à des Africains pour le seul exploit d'avoir su quitter le pouvoir, même s'ils n'ont rien accompli d'autre pour leur peuple. Le prix que je recherche, c'est celui que Mo Ibrahim devrait donner aux Rwandais pour avoir accompli tant de progrès en aussi peu de temps, après avoir frôlé l'anéantissement.

Dès qu'une personnalité rwandaise décède, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, vous êtes le suspect numéro un. Derniers exemples en date: votre ancien médecin personnel, Emmanuel

Gasakure, ou l'homme d'affaires Assinapoli Rwigara. Vous n'en avez pas un peu assez ?

Que j'en aie assez ou pas, cela change quoi à votre avis ? Ceux qui propagent ce genre d'insanités savent pourquoi ils le font et pourquoi ils continueront à le faire : détruire et distraire, quitte à faire croire qu'au Rwanda aucune mort ne peut être naturelle. Tout cela n'a aucun intérêt, sauf peut-être pour les psychologues. Pour ma part, je n'ai ni le temps ni le goût de m'y arrêter.

L'ONG Freedom House et le Foreign and Commonwealth Office se disent préoccupés par l'état des libertés civiles et politiques au Rwanda. Prenez-vous acte de leurs recommandations ?

J'en tiendrai compte le jour où ils appliqueront les mêmes règles et les mêmes jugements à leurs propres pays. Quand, par exemple, lorsqu'on abat des jeunes Noirs dans les rues d'une ville simplement parce qu'ils n'ont pas la bonne couleur de peau, ils oseront mettre directement en cause le président de ce pays, comme ils se permettent de me mettre directement en cause pour tout et n'importe quoi. J'en tiendrai compte aussi quand ces institutions, ces ONG et leurs relais médiatiques changeront leur logiciel et cesseront d'écrire toujours la même chose, comme si rien n'avait changé au Rwanda depuis vingt ans. En attendant, mon travail est de diriger mon pays du mieux que je puisse le faire. Le jour où les Rwandais estimeront que j'ai échoué, ils auront le droit de me démettre, seul leur avis compte à mes yeux. En réalité, quand Freedom House et d'autres ONG prétendent évaluer le degré de liberté au Rwanda, elles le font en fonction d'une conception occidentale restrictive de cette notion. Pour nous Rwandais, il n'est pas de liberté sans la liberté de se soigner, d'être éduqué, logé, nourri, éclairé, et il n'est pas de liberté sans égalité entre hommes et femmes. On ne peut donc pas se comprendre.

Sarkozy a pris de bonnes initiatives pour apaiser les relations entre nos deux pays. Je tenais à le lui redire.

Les programmes de la BBC en Kinyarwanda ont été suspendus il y a cinq mois après la diffusion d'un documentaire télévisé reprenant les thèses révisionnistes sur le génocide et ses origines⁽¹⁾. Envisagez-vous de lever cette mesure ?

Nous verrons. Ce documentaire a été volontairement et malicieusement élaboré pour détourner, altérer et déformer notre histoire avec une violence médiatique inouïe. Nous voulons savoir pourquoi la BBC a accepté de jouer à ce jeu et nous voulons

(1) *Rwanda's Untold Story*, de Jane Corbin (lire J.A. n° 2807-2808).

que ses auteurs s'expliquent. Une commission d'enquête a été créée à ce sujet. Notre décision dépendra de ses conclusions.

La liberté d'expression existe-t-elle vraiment au Rwanda ?

Je rencontre des dizaines de milliers de personnes lors de mes meetings à travers le pays. Pendant des heures, les citoyens prennent la parole, et je les écoute. Ils critiquent leurs leaders, ils parlent de leurs voisins, de leurs soucis, de leurs revendications. Je leur réponds, j'oblige les responsables incriminés à s'expliquer, je prends des décisions. De quoi s'agit-il ici, si ce n'est de liberté d'expression ?

Pourtant, si l'on en croit les rapports de Reporters sans frontières et du Committee to Protect Journalists, les médias sont muselés...

C'est effectivement ce qu'ils prétendent, en méconnaissance volontaire de cause. Ils ne lisent pas nos journaux, ils n'écoutent pas nos radios privées. S'ils faisaient leur travail, ils s'apercevraient que, contrairement à ce qu'ils disent, on peut dans ce pays critiquer le pouvoir et critiquer Kagamé sans aller en prison. Notre loi ne sanctionne pas la critique. Elle sanctionne les abus, la diffamation, l'incitation à la haine, l'apologie du génocide. Comme dans n'importe quelle démocratie.

Vous considérez-vous comme un homme fort, un homme d'État ou les deux à la fois ?

Je suis un homme qui a donné sa vie pour la cause de son peuple et de son pays. Je ne suis donc pas exactement réductible au premier quidam croisé dans la rue, j'en conviens. Pour le reste, appelez-moi comme vous le voulez. Vous pouvez même m'ignorer, je ne m'en plaindrai pas.

Vous avez reçu l'ancien président français Nicolas Sarkozy fin février, en marge d'une visite au siège de l'Unesco, à Paris. Pourquoi avez-vous tenu à le rencontrer ?

Des amis communs m'ont fait savoir qu'il était disponible et que nous pourrions nous rencontrer. Lorsqu'il était aux affaires, le président Sarkozy a pris de bonnes initiatives pour réduire et apaiser le contentieux qui existait entre la France et le Rwanda. Je tenais à le lui redire. Nous avons parlé de tout cela, du chemin qui a été parcouru, de ce sur quoi nous sommes d'accord, de ce sur quoi nous sommes d'accord pour ne pas être d'accord, et de ce qui reste à accomplir.

Avez-vous parlé de politique intérieure française ?

Non. C'est un débat dans lequel je n'ai pas ma place.

Lors de votre entretien avec le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, à Libreville en août dernier, vous auriez promis d'écrire une

lettre au président Hollande pour lui expliquer ce que vous reprochiez précisément à la France pendant la période du génocide. Est-ce exact ?

Non. Je n'ai aucun engagement, surtout pas de ce type, à prendre devant un ministre des Affaires étrangères. J'écris si et quand je le souhaite, et je n'ai rien à promettre. Les ministres des Affaires étrangères ne traitent qu'avec leurs homologues, moi aussi.

Êtes-vous préoccupé par la dégradation de la situation intérieure au Burundi, à quelques mois de l'élection présidentielle ?

Si j'en crois ce que l'on nous rapporte de différentes sources, nous avons en tant que voisins quelques motifs sérieux d'inquiétude. Le climat politique est tendu, des risques d'explosion existent, et nous craignons que cette spirale potentielle de violence soit exploitée contre nous par les forces négatives qui opèrent dans l'est de la RD Congo. Nous avons surtout, en premier lieu, des craintes pour le peuple burundais. Ce sont nos frères et nos sœurs. Tout ce qui les affecte nous affecte.

Depuis plus d'un mois, les forces armées congolaises ont lancé l'opération Sokola 2 pour en finir avec les rebelles hutus rwandais des FDLR [Forces démocratiques de libération du Rwanda] présents dans les deux Kivus. Êtes-vous confiant dans les résultats de cette offensive menée contre vos ennemis ?

J'y croirai quand les résultats, comme vous dites, seront là. S'ils sont au rendez-vous, je serai le premier à m'en féliciter.

L'offensive congolaise contre les FDLR ? J'y croirai quand les résultats seront là.

L'armée congolaise combat seule pour l'instant, sans le soutien de la Monusco [la mission de l'ONU en RD Congo] et de sa brigade d'intervention rapide composée de soldats sud-africains et tanzanien. Que pensez-vous de cette inaction ?

Je constate, comme tout le monde, que cette brigade a été créée pour combattre les FDLR et qu'elle reste l'arme au pied, alors qu'elle s'est montrée extrêmement agressive lorsqu'il s'est agi d'attaquer les rebelles du M23 [Mouvement du 23-Mars], considérés à tort comme proches de nous. Cela en dit long sur l'hypocrisie et le deux poids deux mesures qui préside à ce type d'intervention. Et cela ne fait que renforcer notre détermination à ne compter que sur nos propres forces.

Les FDLR ne constituent plus qu'une guérilla résiduelle de 2000 hommes environ. Les



KENNY KATOMBE/REUTERS

considérez-vous encore comme une menace militaire pour le Rwanda ?

La question n'est pas là. Si ces groupes de criminels, que la Monusco, le gouvernement congolais et la communauté internationale dans son ensemble considèrent – ou feignent de considérer – comme tels depuis des lustres, opèrent toujours sans qu'aucune offensive sérieuse ne soit montée contre eux, c'est que le problème est ailleurs. Raison de plus s'ils sont affaiblis : les réduire n'en devrait être que plus aisé ! Or rien ne se passe. Le problème est donc à rechercher du côté de ceux qui collaborent avec eux, qui les protègent ou qui refusent de les traiter.

Lors du dernier séminaire national des dirigeants rwandais, que vous avez présidé début mars, vous avez une nouvelle fois exhorté les participants à acquérir la culture du résultat et de la responsabilité. Cela fait des années que vous le dites. N'êtes-vous pas las de vous répéter ?

Non. Le fait de se répéter est partie intégrante de mon job. Ce n'est pas celle que je préfère, mais il faut marteler pour que le clou s'enfonce.

Pourquoi êtes-vous obsédé par la nécessité de rendre des comptes ?

Parce que personne ne peut produire de résultats s'il n'est pas tenu de rendre des comptes. Comment gagner la bataille de la santé et de l'éducation si une partie de l'argent qui y est consacré disparaît en toute impunité ? C'est une exigence que je m'applique à moi-même : chacun peut me demander des comptes.

▲ Membres des FDLR après leur reddition, à Kateku, en RD Congo, le 30 mai 2014.

La rébellion hutue, même très affaiblie, sévit toujours aux portes du Rwanda.

Ce sera le cas lors de la présidentielle de 2017 ?

C'est le cas à tout moment. Chaque année, chaque mois, chaque jour. Et les Rwandais ne s'en privent pas.

« Vous ne devez pas réclamer votre dû pour vos sacrifices du passé, nous ne vivons pas dans le passé », avez-vous déclaré récemment devant les cadres du Front patriotique rwandais. N'avez-vous pas l'impression d'être souvent trop dur, trop exigeant, trop intransigeant avec vos collaborateurs, vos ministres, votre peuple ?

Ne comptez pas sur moi pour que je m'en excuse. Je sais que les Rwandais travaillent dur, mais je sais aussi que l'on doit toujours repousser ses limites si l'on veut atteindre ses objectifs. Je me suis appliqué cette règle à moi-même tout au long de ma vie. Si nous voulons devenir un pays à revenu intermédiaire dans cinq ans, nous n'avons pas d'autre choix.

Cela ne doit pas être de tout repos de travailler avec vous. Vous exigez la perfection !

Oui. Tout en sachant que la perfection n'est pas humaine et que je suis moi-même humain.

Lee Kuan Yew, l'ancien Premier ministre de Singapour, vient de décéder. C'était votre modèle ?

À l'évidence, une source d'inspiration. Un grand homme, mû par de grands principes et qui a réalisé de grandes choses avec un petit pays. Lee Kuan Yew a transformé Singapour et la vie de son peuple. C'est aussi ce que nous sommes en train de faire au Rwanda. ●